

ILS FERONT

LES FERONT

2017

Rédaction Débat
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

DATE DE LA PAGE 1

NE LAISSEZ PAS AUX POPULISTES LE MONOPOLE DU PEUPLE

Le déni. Ce fut le sport le mieux pratiqué ces derniers mois. Le monde politique auquel il faut joindre des intellectuels, des journalistes - les élites -, n'ont pas entendu ou se sont bouché les oreilles, ou ont pensé d'abord à leurs intérêts et leurs petites trajectoires. On ne peut plus faire les surpris. Les Trump, Orban, Grillo, AfD... ne sont pas sortis de terre comme par enchantement/maléfice. Ils ne sont pas le seul produit de leur propre génie/démon, pas plus que le seul résultat du vote idiot de peuples xénophobes, ringards, ignorants ou rétrogrades. Non, ces nouveaux populistes ont profité d'une adhésion de citoyens à la mesure de leur désespérance. Ce n'est pas « bisounours » que de le dire. Et au lieu d'accuser les journalistes de créer des phénomènes et les black-lister

parce qu'ils seraient de « partis pris », certains hommes politiques feraient mieux d'écouter non leurs conseillers en communication ou leur ego blessé, mais la rue, les gens, ceux qui se disent et se sentent perdus. Vincent De Coorebyter nous le dit : *« Une partie de la société a besoin de garanties de protection, et en premier lieu de pouvoir se dire que des hommes politiques ont entendu sa souffrance, sa nostalgie, son incompréhension des nouveaux mécanismes de l'économie. Et que ces mêmes hommes ne la méprisent pas, ne la jugent pas. Que Trump ait incarné cette garantie alors qu'il était le plus mal taillé pour le rôle, en dit long sur le sentiment d'oubli et l'ampleur du besoin ! C'est une donne que les politiques doivent impérativement intégrer. Ils doivent*

entendre. »

La facilité. Evidemment, c'est plus facile de désigner le bouc émissaire, l'autre, le différent comme responsable de tous nos maux et de lui régler son compte en le tenant à l'écart, en lui interdisant l'accès à nos territoires. Difficile désormais dans son environnement quotidien, d'oser un « wir schaffen das » tant les lignes se sont déplacées. Il ne faut évidemment pas cacher des réalités, mais il faudra surtout être courageux pour tenir bon sur des principes qu'on se sent souvent seuls à défendre. Parce qu'il y a les hommes politiques qui osent dire, mais il y a désormais ceux qui n'osent plus les reprendre. Les seconds sont au fond plus coupables que les premiers, car ils sont la digue contre les

extrêmes et si les dignes se fissurent... Comment tenir quand tout est si compliqué, quand on est soi-même fragilisé ? C'est toute la nécessité des figures de combat, la force des icônes, et il y en a qui se sont dressées en 2016. Des mégastars comme Beyoncé et Kendrick Lamar, des intellectuels comme Piketty et les auteurs de ce film *Demain* qui a redonné au citoyen francophone cette foi dans son avenir et sa capacité d'action que le politique n'arrive plus, mais surtout ne sait plus, comment incarner.

L'immobilisme. Bien sûr que les hommes politiques sont impuissants ! Les défis globalisés - environnement, sécurité, flux migratoires, dérégulation -, ne sont pas à leur portée, surtout depuis leur petite nation. Et pourtant, se borner à dire qu'on n'y arrive pas, n'est plus une option. Surtout quand dire non est une action. Voyez l'effet du « niet » au Ceta, qui n'était pas un caprice de citoyens ringards, mais le résultat d'un travail intellectuel profond d'organisations citoyennes unies et relayées par

un Parlement qui a - enfin - rempli son rôle.

« Les Wallons n'ont pas gagné grand-chose mais ils ont rappelé que l'idée démocratique avait du sens », commente Vincent De Coorebyter. Et ça, c'est juste fabuleux ! Comme une lueur qui nous réveille : il n'y a pas de fatalité à la vulgarité, l'anathème et la bêtise pour ré-enchanter les peuples et les mettre en mouvement. Pour peu qu'on se ré-empare de la « fonction tribunitienne », qu'on sache piquer une colère au nom de la souffrance ou des craintes du peuple, qu'on puisse proposer une autre voie, qui concilie l'humanité, démocratie et progrès. C'est la mission urgente des démocrates aujourd'hui, face à ces populistes qui n'ont pris le champ politique que parce que les autres l'ont déserté, ou perverti.

La masturbation éhontée d'un président français qui préfère raconter son histoire à la faire, ou le comportement des mandataires de Publifin, incapables de se rendre

compte qu'ils salissaient la politique, ont de quoi stupéfier. Tout comme l'immobilisme politique qui frappe la Belgique depuis si longtemps et fait de nous ce pays en jachère, sans stratégie de mobilité, d'énergie, d'enseignement, ou économique, depuis plus de 20 ans. Le jugement de nos experts sur notre gouvernance est sans pitié. A raison, hélas.

Mais l'abattement ne nous est pas permis. L'Histoire nous rappelle que la résistance vient d'hommes et de femmes qui seuls d'abord, en petits groupes ensuite, mettent le pied dans la porte et font obstacle à l'horreur, la détestation et les vents mauvais. La force citoyenne n'est pas un vain mot. C'est celle de gens en colère qui votent à l'extrême pour appeler à l'aide, ou de ceux qui se battent dans leurs quartiers pour construire ce monde plus juste, plus équilibré, plus intégré. Dans les deux cas, ils forcent le politique à bouger. Cette année, celui-ci n'a plus d'excuse : le sort du monde est réellement entre ses mains. Ce n'est plus une banalité, un mandat ou un hobby : c'est sa mission.

« Nous serons mieux protégés à partir de 2018 »

ROBOTIQUE De nouveaux garde-fous en vue

ENTRETIEN

La multiplication d'objets connectés et de robots dans la vie de tous les jours pose beaucoup de questions sur la protection de la vie privée et le risque de prise de contrôle de notre environnement par des personnes malveillantes. Pour Benjamin Docquir, avocat spécialisé en droit du numérique au cabinet Simont Braun, nous serons mieux protégés à partir de 2018 grâce à de nouveaux garde-fous mis en place par l'Union européenne.

Nous sommes de plus en plus entourés d'objets connectés et de robots. Dangereux pour la vie privée ?

Potentiellement, ces objets peuvent entraîner des utilisations de nos données et d'éléments de nature à créer une intrusion dans nos vies privées. Ou à connaître des informations à notre sujet que nous n'avons peut-être pas envie de partager. La nouvelle donne, c'est que tous ces éléments collectent, récoltent et fabriquent aussi des traces de nous-mêmes dont nous n'avons pas forcément conscience. Quand on surfe sur un site web, qu'on le sache ou non, on y laisse des traces et des infos sur notre comportement, la machine utilisée, etc.

La loi sur la protection de la vie privée est-elle suffisante ?

Le présupposé de cette question, c'est que la loi peut suffire ; ce qui est problématique. Parce que protéger sa vie privée n'est pas qu'une question de législation. C'est avant tout une question de comportement. Avant Facebook, les gens n'avaient pas du tout pour habitude de partager leur vie privée de cette façon. La vie privée est une notion évolutive et la loi belge en la matière date de 1992, mise à jour en 1998. En

2018, elle va être remplacée par un règlement européen qui sera une véritable loi uniforme applicable dans tous les Etats membres.

Ça va changer quoi ?

Ça va obliger les entreprises à respecter un certain nombre de principes par rapport à l'utilisation de nos données. Ce n'est pas une révolution, mais il va y avoir des changements significatifs. Par exemple, le principe de la prise en compte de la vie privée dès la conception d'un produit (« Privacy by design »), ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui. C'est très important pour des fabricants d'objets connectés, qu'il s'agisse de jouets, de frigos ou de voitures. Les fabricants de consoles de jeux, par exemple, conçoivent leurs produits pour collecter un maximum de données d'utilisateurs à des fins de marketing. Autre principe qui entrera en vigueur en 2018 : le « Privacy by default ». C'est-à-dire que les données privées ne seront pas accessibles par défaut.

Comme le font les cookies par exemple ?

C'est un des éléments qui permet de vous suivre sur internet. Pour l'heure, la législation prévoit un principe de consentement préalable. C'est pour cela qu'on voit des bandeaux s'ouvrir sur certains sites vous invitant à accepter ou non les cookies. Cette règle sera renforcée et on va faire en sorte que les fabricants de navigateurs internet, par défaut, configurent en « Do not track ». Autrement dit, à ne pas vous suivre avec des cookies ou de permettre d'IP Tracking. Voilà comment la législation essaye de se mettre à jour en tenant compte de cette nouvelle réalité dans laquelle les entreprises intègrent dès le début les

externalités qui sont liées à la vie privée et à la collecte de données. Autre chose qui va arriver en 2018 : l'obligation pour les entreprises de réaliser des analyses d'impact elles-mêmes. Avant de lancer un nouveau grand programme comme des montres connectées, par exemple, elles devront réaliser une analyse d'impact préalable afin de s'assurer que toutes les précautions sont prises pour que les données ne puissent être utilisées n'importe comment.

Mais il faut aussi être conscients de ce qu'on fait...

Evidemment, la sensibilisation est très importante. On s'habitue rapidement à de nouveaux outils technologiques. En contrepartie, sommes-nous prêts à perdre un peu le contrôle sur nos données ? C'est une question que tout le monde devrait se poser.

Et il y a aussi des risques de sécurité, si un hacker prend le contrôle d'objets connectés...

Il n'y a pas de communication entre appareils sans possibilité d'intrusion. Plus il y a de nœuds sur un réseau, plus il y a de risques d'attaques. C'est arrivé dans un test avec une voiture autonome aux Etats-Unis... Cela dit, les risques industriels sont inhérents à l'évolution économique. L'informatique n'est plus quelque chose de séparée, elle fait partie intégrante de l'économie. Mais il y a aussi l'intelligence artificielle et le « big data », qui permet d'établir des corrélations entre données ; et sur cette base prendre des décisions. L'étape suivante, c'est que ces décisions soient prises de façon automatisée sans contrôle humain. Ici aussi, la future réglementation européenne prévoit qu'on a le droit de ne pas être soumis à des décisions automatisées. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

Benjamin Docquir, avocat spécialisé en droit du numérique au cabinet Simont Braun.

© D.R.

« Un monde multipolaire et instable »

Jonathan Holslag est pessimiste face à un monde dangereux, une Europe faible et la Belgique, « ce bateau qui coule ».

ENTRETIEN

L'affaiblissement de l'Occident, une croissance qui flatte moins le pouvoir d'achat et l'emploi, une crise de l'humanité : Jonathan Holslag dessine l'horizon de l'insécurité qui s'est emparée du monde.

De grandes menaces pèsent sur le monde en 2017 ?

Quatre tendances très déstabilisantes sont à l'œuvre. Primo, le déplacement de l'équilibre des pouvoirs, militaire et économique, de l'ouest vers l'est, pose de grosses difficultés aux États-Unis et en Europe, et explique pour une partie l'arrivée de Trump et la montée des partis populistes. Beaucoup de gens en Europe occidentale vivent moins bien économiquement et cela inquiète, certainement si on doit entrer en concurrence avec de nouveaux venus, des migrants. Cet affaiblissement de l'Occident a des conséquences militaires. Pour la première fois, depuis des siècles, les pays autour de l'Europe consacrent plus

à argent à leur défense que nous. Secundo, le changement de la nature de la croissance économique. Le monde a crû vite ces derniers 15 ans mais, cette croissance s'accompagne moins de pouvoir d'achat et d'emplois. Tertio, les gens doivent se battre de plus en plus durement pour des matières premières rares. Quarto, on assiste à une crise de l'humanité. Nous sommes dans un modèle économique où les gens ont de plus en plus de mal à vivre une existence qui est épanouissante, avec un travail émancipateur, combinable avec une vie de famille.

Quel est l'effet de cette insécurité ?

Le retour des pouvoirs politiques forts. Si la nature de la croissance change, les pays sous pression défendent leurs intérêts économiques. La Chine fait cela de façon agressive en soutenant ses exportations et Trump va mener une politique commerciale identique. Je ne le vois pas comme un idiot qui va faire du mal à son pays, au contraire même s'il arrive à ne pas insulter les minorités en interne et les partenaires politiques en externe. Il va développer une politique économique plus protectionniste et un nationalisme offensif. Si elle ne se bouge pas, l'Europe, coincée entre les États-Unis et la Chine, va devenir encore plus faible.

En 2017, on entre dans le monde de Trump, de Poutine, des populistes ou des terroristes ?

Nous entrons surtout dans un monde fragmenté. On a pensé que nous étions arrivés à « The end of History » : tout le monde allait accepter nos valeurs et nous allions vivre dans un monde plat, sans frontières. Mais le monde redevient

« normal », géré par le nationalisme, des tensions économiques et des rivalités militaires. Soit ce que nous avons connu durant 300 ans, les derniers 25 ans étant exceptionnels dans l'histoire du monde. Le problème est qu'en Europe, une génération a vu la paix grandir et ne sait plus ce que cela veut dire se battre pour ses intérêts, certainement pas au Berlaymont. Depuis 25 ans, pour notre sécurité, nous avons vécu sous le parapluie des Américains, qui veulent désormais mettre plus de moyens sur le Pacifique. Les institutions multilatérales ne fonctionnent plus. Et nous allons vers un combat sans pitié pour s'approprier le bien-être économique.

Qui dominera cet ordre multipolaire ?

Il n'y a plus une seule grande puissance assez forte pour dominer le jeu et garantir l'équilibre. Ce qui rend les choses encore plus instables. La vulnérabilité de ces joueurs va mener à plus de nationalisme et de patriotisme, et à une combinaison d'anarchie entre les pays et à l'intérieur des pays.

L'anarchie entre les États signifie que chaque pays se méfie de l'autre et se centre sur ses propres intérêts, économiques et militaires, qui seront soutenus de toutes les manières possibles : diplomatie économique, propagande, guerres hybrides, armement. L'anarchie à l'intérieur de l'État viendra de forces centrifuges qu'on voit se développer : de plus en plus de villes ou de provinces, de groupes religieux, extrémistes voulant renforcer leur pouvoir. Nous sommes arrivés à un point particulièrement dangereux. Les murs qui protégeaient le monde d'après la guerre froide sont en train de s'effondrer. Le progrès technologique, de plus en plus rapide, conduit de plus en plus à des inégalités. L'interdépendance commerciale n'est plus un frein contre le nationalisme car les gens sont contre la globalisation. Enfin, les gens pensent que la démocratie est un bon système, mais insuffisant pour défendre leur bien-être, garantir leur sécurité et un sentiment d'identité. Ils aspirent à des leaders forts et à de l'autoritarisme.

Trump n'est que le signal de cela ?

Son élection est clé car elle normalise le retour du nationalisme et du populisme et leur donne une chance de gagner. Même si en Europe, la force du nationalisme de droite est surtout due à la faiblesse des partis du

centre, incapables de venir avec des solutions. C'est pourquoi je pense que le nationalisme en Europe ne va pas faire de grandes percées, mais les leaders comme Wilders aux Pays-Bas ou Marine Le Pen en France qui ne seront vraisemblablement ni Premier ministre ni Présidente, vont déterminer l'agenda. Le grand problème, c'est qu'on a à la fois un affaiblissement européen et un « prétendu nationalisme » avec des leaders qui font comme s'ils défendaient les intérêts nationaux mais qui dans les faits, vendent les intérêts nationaux aux Russes ou aux Chinois, etc. C'est important de briser l'illusion d'un nationalisme fort. Regardez la Flandre.

La Flandre ?

On a le plus grand parti nationaliste d'Europe, mais que fait-il ? Il vend l'économie flamande à qui est prêt à payer, les Chinois ou les Saoudis. Il fragmente la société pas seulement entre migrants et autochtones mais aussi entre provinces et villes. C'est doublement dangereux : la N-VA peut se profiler contre plus de Belgique et une Europe forte mais sans rien faire en Flandre ! Nous avons détruit les intérêts économiques belges et l'élite francophone, mais les régions n'apportent rien à la place. Et la Belgique s'enfonce. La Flandre est trop autosatisfaite en se jugeant plus forte que la Wallonie, alors qu'en même temps, elle perd du terrain sur les Pays-Bas et l'Allemagne.

Du nombrilisme aveugle ?

Au niveau du gouvernement flamand, ils mènent des réflexions stratégiques du niveau de la maternelle. Nous n'avons plus cette culture stratégique, nous n'avons pas le

mercantilisme des Néerlandais ou des Allemands. Et on risque que la Belgique et la Flandre deviennent le paillason de l'Europe. Dans tous les secteurs stratégiques, on est dépendant des investissements étrangers. Nous continuons à faire comme si, même avec ce gouvernement fédéral, alors que notre politique économique est dans le coma et n'intègre pas les changements fondamentaux. Le temps est venu d'un grand revirement et de réfléchir à un plan « post Europa », nos voisins le font, même la France.

La Belgique, pays en échec ?

Nous sommes un « failed state » ! Notre État ne gère pas de manière efficace. Avec plus de moyens publics affectés pour la sécurité, l'énergie, la mobilité, les services publics, nous faisons moins bien que nos voisins. Qui parle au nom de ce pays ? Dans un monde très incertain, dans une Europe très insécurisée, la Belgique est un bateau qui coule.

Quels pays en Europe sont des acteurs ? L'Allemagne ?

Nous sommes une bande de nains au milieu de géants. Mais si l'Europe se démantèle, ce sont paradoxalement les deux pays forts aujourd'hui, Allemagne et Pays-Bas, qui en souffriront le plus. La France pourrait s'en sortir le mieux économiquement et stratégiquement, grâce à sa démographie, la force de son marché intérieur, son mix industrie/services et sa forte identité. Mais l'affaiblissement de l'Europe, économiquement et via le clash de civilisation qui est en cours, est réellement préoccupant. Attendez l'incendie d'une mosquée sur sol européen... Le plus grand danger pour la paix est la

conjonction trop facile qu'elle va durcir. C'est l'illusion qui vit en Europe.

Qui peut mettre de l'ordre ?

L'histoire nous apprend hélas que les gens qui mettent en garde, ne sont pas écoutés. Il y a donc beaucoup de raisons d'être pessimiste. La politique n'est pas la cause de tout mais il y a un manque de légitimité de nos élites qui ont en grande partie échoué. À Davos et dans ces autres endroits, pendant 20 ans, on a fait la fête à la globalisation, mais nous avons oublié qu'une partie de la population restait derrière. Il faudrait plus de populisme progressiste, qui expliquerait concrètement comment une société plus progressiste peut être créée, que si on mène une politique commerciale plus agressive, on va pouvoir travailler et vivre en même endroit et que nos enfants ne seront pas nécessairement plus pauvres.

La Commission européenne pourrait faire cela ?

Mais elle essaye, elle a fait plusieurs propositions de politique commerciale plus agressive mais ce sont les États membres qui l'en empêchent. Vous avez des chefs de parti ou de gouvernement qui jouent aux nationalistes en Europe mais font dans leur pantalon devant Pékin et Washington. Comme père de deux petites filles, je vois le monde autour de nous qui s'effondre et je ne vois pas comment on va se protéger. Très souvent lorsque je reviens de Washington ou de Chine, après plusieurs jours de discussion avec des gens de services de renseignement, défense etc., je n'arrive pas à dormir. Je suis un optimiste, je me sens très privilégié. L'Europe est le plus beau continent au monde et l'idée que cela dis-

paraisse me paraît horrifiante.

Parlons de l'islam...

La religion n'est pas l'explication de ce que nous vivons. Je vois l'islam comme une menace car cela se produit dans une explosion de la pauvreté et de la démographie. Mais en Occident, nos églises ont laissé tomber et nous manquons de valeurs qui nous lient. Nous sommes dans une crise d'identité. Alors quand nous voyons des minarets, des gens qui ont des principes différents des nôtres mais qui les lient, cela nous insécurise. Mais c'est plus par la faiblesse de nos valeurs occidentales que par la force de l'islam. Je dis souvent aux gens du Vlaams Belang et de la N-VA: comment pouvez-vous demander aux migrants de signer une déclaration de valeurs que les citoyens belges ne signent pas ? Si j'étais De Wever, j'essayerais d'activer mes citoyens et de les responsabiliser. Mais les populistes en Europe essayent d'expliquer la situation comateuse de nos sociétés par ce qui nous est extérieur, comme l'islam. Or le vrai leadership est de ne pas donner d'alibi aux gens pour qu'ils restent à leur place. Tout le monde regarde De Wever comme un leader fort mais qu'a-t-il réalisé ? Des combats d'apparence, contre quelques milliers de demandeurs d'asile, alors qu'il permet que la société et la culture flamandes continuent à s'affaiblir. On dirait qu'idéologiquement, Bart De Wever ne croit pas à la faisabilité de la construction de la vie en société, mais alors il faut travailler dans une banque d'affaires ! L'histoire sera sans pitié pour les gens comme lui, vis comme des leaders faibles. ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX

« Nos sociétés en proie à des dislocations »

6 MARS

APRÈS L'AFRIQUE ET L'AMÉRIQUE, BRUSSELS AIRLINES Pousse LES AILES JUSQU'EN ASIE

Dès le 6 mars, Brussels Airlines va relier Bruxelles à Mumbai, la capitale économique indienne, cinq fois par semaine. Cette virée à l'est élargit les caps habituels des vols intercontinentaux de la compagnie aérienne belge, jusqu'ici dédiés à l'Afrique (19 destinations) et à l'Amérique (3 destinations). Avec Mumbai en Inde, Brussels Airlines tente une opération triple. Depuis le départ à Schiphol (Pays-Bas) de la compagnie indienne Jet Airways qui opérait sur le tarmac bruxellois, la capitale de l'Europe n'est plus reliée en direct au sous-continent indien. Il faut faire une escale, en Europe ou dans les pays du Golfe. Ensuite, le réseau africain de Brussels Airlines doit être alimenté. Une part importante se compose de nombreux voyageurs en connexion à Bruxelles. Les passagers des vols en provenance des États-Unis et du Canada garnissent déjà une partie des avions qui partent de Bruxelles vers des destinations subsahariennes riches en ressources naturelles, pétrole et autres projets d'infrastructure. Troisième avantage de cette nouvelle relation aérienne : elle renforce le réseau extra-européen de la compagnie belge entièrement rattachée, dès ce mois de janvier, à la filiale Eurowings du géant allemand Lufthansa. Une destination dont Eurowings ne dispose pas dans son catalogue.

É.R.

Andrea Rea

Andrea Rea est professeur de sociologie à l'ULB. Il est par ailleurs directeur du Groupe de recherche sur les relations ethniques. Les

non ethniques les migrations et l'égalité (Germe). Il a abondamment travaillé sur les phénomènes migratoires et les éléments liés au conditionnement social.

22 MARS

Premier anniversaire des attentats de Bruxelles. Le 22 mars 2016, les terroristes frappaient par deux fois, d'abord à l'aéroport de Zaventem, puis à la station de métro Maelbeek. Au total, 32 personnes y ont laissé leur vie.

Le terrorisme a provoqué un rejet du musulman et de l'étranger. Mais ce n'est pas, selon Andrea Rea, la seule dislocation.

Les attentats qui ont ciblé l'Europe ont sans doute fragilisé nos sociétés même si celles-ci ne se sont pas laissées aller à la violence selon le professeur de sociologie de l'ULB Andrea Rea.

Comment résistent nos sociétés à la succession d'attentats ?

La question de la résistance face à des événements comme des attentats est complexe. On peut essayer de la saisir assez rapidement avec des sondages d'opinion. Mais je crois que cette question doit surtout être inscrite dans le temps. Pour être plus clair, je crois qu'on peut dire que, pour l'instant, la réaction de la population face aux événements liés au terrorisme est plutôt non violente, elle ne donne pas lieu à des manifestations de rejet exprimées de façon violente sur la place publique. Néanmoins, des signes indiquent que des formes de rejet existent, des formes de rejet de l'Autre, notamment sur les réseaux sociaux où la

parole s'est libérée. Ces formes de rejet se reflètent également dans la montée des partis d'extrême droite ou de droite populiste qui fonctionnent sur l'idée de trouver un ennemi sur qui faire reposer l'explication des problèmes : vieille façon de procéder du populisme d'extrême droite qui oppose cet ennemi au prétendu « bon peuple ». Aujourd'hui, les lignes de fracture existent donc et je crois qu'elles peuvent potentiellement s'inscrire dans le temps. Cela tient notamment au type de terrorisme que l'Europe et le monde connaissent actuellement, très fortement marqué par son identification à un islam radical. Le continent européen a connu par le passé un terrorisme d'extrême gauche. Pour autant, il n'a pas donné lieu à un rejet de l'Autre, en l'occurrence de l'ensemble des militants de gauche. Aujourd'hui, au motif qu'une partie des terroristes sont musulmans, on assiste à un rejet du musulman ou de l'étranger en général. En rejetant le terrorisme, on rejette toutes les personnes qui partagent certaines caractéristiques liées à ceux qui commettent les attentats.

La peur qui est à la base de cette réaction tient plus largement à celle de la dislocation sociale. Elle est à la fois dislocation sociale et économique avec des disparités toujours plus grandes et des inégalités toujours plus marquées et dislocation d'une communauté entre un groupe majoritaire qui se définit comme une identité homogène opposée à celle de ceux qui soi-disant la polluent. Il faut considérer les deux aspects, mélanger les deux processus car la montée du populisme ne se nourrit pas que du rejet de l'autre. Il y a d'ailleurs comme un paradoxe à voir dans les programmes de partis d'extrême droite des positions qui sur le plan économique peuvent

presque paraître de centre-gauche. J'ajouterais un troisième type de dislocation, celle entre les villes qui reçoivent de nombreuses attentions et les zones semi-urbaines où au contraire le sentiment d'être oublié est très fort. Ceci est apparu lors du référendum du Brexit ou lors de l'élection présidentielle américaine.

Au lendemain des attentats, vous disiez qu'à Bruxelles, il n'y avait pas vraiment de ghettos. En revanche, vous dénonciez un certain entre-soi gênant. A-t-on commencé selon vous à prendre conscience de cela ?
L'entre-soi, qu'est-ce que c'est ? Les personnes construisent des réseaux sociaux et de sociabilité relativement peu diversifiés en choisissant principalement des semblables comme connaissances ou amis. L'entre-soi n'est pas forcément un

processus volontaire, il peut être aussi subi. Avec les événements que nous avons vécus cette année, on peut penser que parmi la population belgo-belge l'envie de se replier va croître sous l'effet de la peur de l'Autre. Mais, j'insiste, les études montrent que ce genre de phénomènes se produit parmi les populations qui n'ont pas de contacts avec les étrangers et inversement. Avoir un contact, qu'est-ce que ça veut dire ? Cela veut dire entrer dans le monde de l'Autre, entrer dans son espace privé, connaître l'histoire de sa famille, entrer dans son intimité, le sortir d'une masse d'inconnus. Chez les populations déjà stigmatisées, celles qu'on identifie comme musulmanes essentiellement, la tendance à vouloir se replier sur soi est grande également. Il est important donc de souligner que le mouvement est double : repli du groupe minoritaire et repli du groupe majoritaire. C'est ce dernier qui exerce la pression la plus forte. La peur renforce les replis identitaires. Pour autant, cela ne doit pas nous empêcher de voir que des individus appartenant au groupe minoritaire et minorisé ont entrés dans le terrorisme international.

Casser ces logiques, apprendre à vivre ensemble finalement.

Est-ce que cela relève d'une utopie ?
Peut-on vivre en Belgique, en Europe avec des populations de confession musulmane ? La réponse est oui nécessairement. Il faut bien sûr lutter contre le terrorisme international. Mais il faut aussi, parce que ce sont des choses à dissocier absolument, soutenir ceux qui sont musulmans mais se considèrent comme belges ou européens. Il faut défendre des processus qui affirment qu'ils font pleinement partie de la société et méritent une égalité de traitement. Des

mesures très symboliques pourraient être prises. Inscire la fête de l'Aïd El Kebir et le Yom Kippour dans les calendriers scolaires pourrait avoir un impact très fort pour les groupes minorisés par exemple. Ce type de mesures peut contredire l'impression parfois ressentie d'être minorisé. Cela n'empêcherait pas par ailleurs d'avoir des discussions sur les valeurs à partager, sur la démocratie, la séparation des pouvoirs, l'égalité hommes-femmes... Mais je ne crois pas que ces discussions doivent s'adresser uniquement aux personnes issues de l'immigration quand on voit par exemple que même le gouvernement a méconnu récemment le principe de la séparation des pouvoirs...

Voir l'islamophobie là où elle existe se déchaîner parfois avec autant d'irrationalité et si loin des critiques sans doute légitimes à adresser à une religion n'est-ce tout de même pas inquiétant ?

Aux États-Unis, la couleur de la peau a été pendant longtemps et est encore la ligne de fracture de la société. Aujourd'hui, en Europe, la ligne de fracture, c'est l'appartenance ou non à l'islam. Quand une ligne de fracture est aussi puissante que cela, cela conduit à des exagérations continuelles. C'est-à-dire que n'importe quel phénomène qui advient est associé aux caractéristiques des individus qui participent à la ligne de fracture. Cela participe à installer une islamophobie potentielle sur quasiment tous les événements. Ajoutez à cela l'impact des réseaux sociaux qui jouent comme des amplificateurs de rumeurs et radicalisent en quelque sorte les formes de dénonciations publiques.

Est-ce que les politiques jouent bien leur rôle ? Est-ce qu'ils ont suffisamment de discours apaisants ou est-ce qu'ils instrumentalisent trop les tensions apparentes selon vous ?

Le problème du champ politique, c'est qu'il est tellement obsédé par les échéances électorales que le discours politique n'est plus que politicien et électoraliste. On manque de paroles

mobilisatrices venant des responsables politiques qui assurent moins aujourd'hui leur rôle moral. J'ai été très surpris à l'occasion des attentats du 22 mars de la cacophonie des responsables politiques belges. Ils n'ont pas eu une parole morale très forte. Les deux expressions morales les plus fortes que j'ai entendues étaient celles de Michel Visart, qui a perdu sa fille, et de Mohamed el Bachiri, qui a perdu sa femme. C'est une indication : les hommes politiques aujourd'hui, du fait qu'ils sont obsédés par les échéances électorales, n'assurent plus l'autorité morale et politique attendue des élites. C'est grave, cela affaiblit l'autorité politique elle-même. Dire « On va être confrontés à des difficultés, on est dans des conflits mais on peut se baser sur un certain nombre de nos valeurs qui sont davantage celles de la coopération et de la solidarité plutôt que celles de l'opposition », cela ne coûterait rien. En revanche, ce qui s'est passé est source d'espoir en ce sens que des citoyens ont pris le relais et sont capables d'assurer ce rôle moral. Les citoyens peuvent donc constituer des alternatives sur ces questions de la tolérance et de la construction d'une société où l'on devra nécessairement gérer la diversité. Je ne veux toutefois pas dire par là qu'aucun politique n'est capable d'avoir une parole forte. Mais il est désolant de voir des hommes et des femmes politiques davantage focalisés sur l'échéance de 2019 plutôt que d'imaginer et de préparer ce que peut être la société dans 10 ou 20 ans. Incontestablement, c'est préjudiciable pour la cohésion sociale elle-même. Si les hommes et femmes politiques sont incapables de projeter la population dans le futur, inévitablement, la conviction qu'ils peuvent nous aider va en souffrir, la dépolitisation va progresser.

On distingue traditionnellement, quand on évoque les personnes issues de l'immigration, assimilation et intégration. En rester à des exigences d'assimilation ne complique-t-il pas la situation aujourd'hui ?

On assiste à un retour aujourd'hui

de l'assimilation forcée, dont l'expression la plus forte est en Belgique le texte en débat au parlement sur une déclaration imposée aux primo-arrivants, déclaration qui par parenthèses pourrait être soumise à n'importe quel responsable politique ou à n'importe quel jeune arrivé à la majorité... La réserver aux primo-arrivants, c'est les soupçonner de ne pas adhérer à l'égalité des hommes et des femmes, au respect de la loi et leur mener un genre de procès en déloyauté. L'assimilation est finalement l'expression de l'idée : « L'étranger, c'est l'ennemi ». Je ne veux pas dire que les migrants ne doivent pas s'intégrer, qu'il n'est pas important qu'ils disposent de certaines ressources : connaître la langue, connaître la société, connaître la loi, connaître les institutions... Mais tout de même derrière l'idée d'assimilation telle qu'exprimée aujourd'hui, il y a l'idée que l'étranger c'est l'ennemi. Par ailleurs, je ne crois pas que le dilemme soit entre assimilation et intégration. L'intégration existe toujours. C'est d'ailleurs au moment où les gens sont intégrés qu'on essaie de trouver des différences. Chez nous, tous les Belges issus de l'immigration maghrébine ou turque et musulmans sont intégrés mais ils vivent des problèmes économiques, culturels, religieux scolaires. Gunnar Myrdal qui travailla sur le statut des Noirs aux États-Unis en 1940 faisait d'ailleurs ce constat : la discrimination, le racisme apparaissent à partir du moment où les gens sont intégrés.

Le discours sur l'intégration est en quelque sorte un discours qui essaie de mettre de la différence là où il y a de la ressemblance. Je pense qu'on en est là aujourd'hui. Il est patent de constater que le rejet aujourd'hui porte presque plus sur des individus qui sont nés ici que sur d'autres arrivés il y a peu. Or, dire à quelqu'un né ici qu'il n'est pas intégré, cela n'a pas de sens. Il vit peut-être autrement mais il est intégré. Ou alors, on doit dire la même chose de quelqu'un qui vit à Rhode-Saint-Genèse et ne fréquente que ses riches voisins... En

plus quel sens cela a en Belgique de parler d'intégration ? On ne connaît pas l'autre communauté linguistique, on ne regarde pas la même télévision, on ne se côtoie plus. Et pourtant la Belgique existe et les individus s'y identifient encore. Par rapport aux différences consta-

tées, pourquoi ne pas imaginer qu'elles puissent constituer une richesse ? Cela ne veut pas dire que cela sera simple. La diversité sociale ou culturelle génère des conflits. Mais ce n'est pas pour autant négatif, cela fait avancer. Le pire, c'est la conception actuelle qui voudrait que cela fonctionne presque naturellement, sans choc. Elle est basée sur une représentation fautive de la société. Ce qu'il faut c'est imaginer les politiques de régulation des conflits pour répondre aux dislocations sociales contemporaines. C'est ce qui fait défaut aujourd'hui. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

« Il faut poursuivre la lutte contre le dopage »

SPORT Des compétitions propres en 2017 ?

ENTRETIEN **■■■■■**
De la mise au jour d'un vaste système de dopage d'Etat en Russie, qui a conduit à la sus-

pension de 118 athlètes avant les JO de Rio, à la détection d'un « moteur » dans le vélo de la spécialiste belge de cyclo-cross

Femke Van den Driessche, en passant par le grand déballeage des magouilles financières du foot de haut niveau, l'année 2016

fut fertile en « affaires ».

Les instances et fédérations sportives concernées ont-elles tiré toutes les conclusions qui s'imposaient ? Peut-on rêver, pour 2017, de compétitions plus propres et plus éthiques ? Nous avons interrogé Gilles Goetghebuer, spécialiste de la santé, de la psychologie et de l'histoire du sport.

Cela fait des années que des scandales ternissent l'image du sport de haut niveau. À la longue, n'est-ce pas décourageant ? Les tricheurs auront-ils toujours une longueur d'avance sur les contrôleurs ?

À la dernière question, la réponse me semble malheureusement être « oui ». Mais ce qui m'étonne toujours, c'est qu'on envisage le dopage très différemment de la façon dont on envisage les autres grands fléaux de la société. On a bien compris qu'on ne vivra jamais dans une société où personne ne fera plus d'excès de vitesse ou ne conduira sous l'emprise de l'alcool, mais pour autant, on continue à lutter contre la délinquance routière. C'est pareil pour la fraude fiscale... Dans le sport non plus, on n'aura jamais d'éradication du dopage ou de la tricherie, comme certains dirigeants l'affirment encore parfois, mais ce que je ne comprends pas, c'est que parfois, cette perspective incite des personnes à dire : « Eh bien, puisque ça ne marche pas, laissons tomber »... Ça vaut la peine de continuer la lutte, même si on sait qu'on n'y arrivera jamais tout à fait.

Certains sports très populaires,

comme le foot, le tennis ou la Formule 1, semblent épargnés par le dopage. Parce qu'on ne s'y dope pas ou parce qu'on n'a pas la volonté de traquer les dopés ?

Le dopage, c'est un peu comme la vache folle, à une époque, aux États-Unis : les tests n'existant pas, on pensait que ce continent était épargné par l'épidémie... Donc, effectivement, on se retrouve dans une situation où la proportion de tricheries est très corrélée à la volonté de trouver les tricheurs. Et de fait, cette volonté est très faible dans des sports comme le tennis et le foot, qui sont vraiment les deux sports les plus hypocrites. La Formule 1 n'est pas mal non plus... Jenson Button, le champion du monde 2009, qui a pris sa retraite cette année, vient ainsi de déclarer qu'il n'avait plus subi de contrôle antidopage depuis trois ans !

La révélation des scandales ternit-elle l'image du sport touché ou les fans ont-ils intégré et accepté cette dimension ?

Cela dépend des dérives. Pour le dopage, c'est un peu triste à dire, mais je crois que l'impact est relativement faible. À une époque, un sport comme le cyclisme a montré qu'il était profondément perverti et pour autant, il y avait toujours autant de monde au bord des routes pour admirer les coureurs. Et on peut du reste l'expliquer : on peut être amoureux du Tour de France pour un tas de raisons, qui ne sont pas simplement athlétiques : on peut aimer les vélos, le paysage, la tradition... Par ailleurs, il ne faut pas ou-

blier qu'avant 1966, il n'y avait pas de contrôles antidopage ; on ne s'en vantait pas mais c'était quand même très répandu, et le sport était passionnant. Donc, selon moi, pas plus les questions de dopage que d'ailleurs les questions de fraude fiscale ne suffiront à détourner les fans de leur sport préféré. Ce n'est pas que les supporters soient imperméables au civisme, mais l'état de supporter est très particulier : je crois qu'une même personne peut se montrer outrée en tant que citoyen et puis quand même se rendre au stade et, là, s'y transformer... En revanche, ce qui constitue vraiment une grosse menace pour le sport, ce sont les paris truqués !

Cela vous inquiète pour 2017 ?

Les paris truqués peuvent tuer un sport : si le supporter a l'impression qu'on lui vend une histoire, il va se détourner. On l'a vu par le passé, on a connu des sports qui ont été extrêmement populaires, comme le jeu de paume ou la lutte et le catch par exemple, mais qui ont été tellement « arrangés » que les gens s'en sont détournés. On en est assez proche avec la boxe, où il y a tellement de matchs truqués qu'il faut vraiment une bonne dose de naïveté pour s'y intéresser. Jusqu'ici, dans le tennis ou le foot, on avait quand même l'impression que ce qu'on voyait sur le terrain correspondait à la réalité, mais désormais, avec certaines affaires en cours, si l'on se met à douter à chaque faute commise par les athlètes ou à chaque décision arbitrale, ça peut devenir vraiment gênant. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

« Des citoyens appellent à l'aide »

Pour Vincent de Coorebyter, c'est l'inefficacité de la démocratie qui est dénoncée, dans le contexte de la présidentielle française.

ENTRETIEN

Les discours populistes ont le vent en poupe et recueillent de plus en plus de voix aux élections. Comment expliquer ce phénomène ? Jusqu'où faut-il s'en inquiéter ? Réponse avec Vincent de Coorebyter, titulaire de la chaire de Philosophie sociale et politique contemporaine à l'ULB.

Populisme, c'était le mot-clé de 2016 ?

J'ai souvent résisté à l'utiliser, mais incontestablement, en France, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Autriche, en Allemagne avec l'AFD, aux États-Unis avec Donald Trump ou en Italie avec le mouvement 5 étoiles, on peut parler de populisme avec ses caractéristiques de démagogie éhontée, de rejet des élites, de mise en cause des étrangers. Le populisme est toujours une volonté de parler au nom du « vrai peuple » et d'écarter de sa définition toute une série de populations jugées marginales. Il y a dans le personnel politique de ces partis,

dans certains pays, d'authentiques réussites dans les années 90, il y a nostalgiques de l'extrême droite eu un long tunnel jusqu'à la COP 21 à Paris, qui a enfin relancé la dère les masses électorales, je ne machine de façon volontariste. Mais l'élection de Donald Trump n'est pas à une tentation dictatorial. Mais l'élection de Donald Trump n'est pas à une tentation dictatorial. Mais l'élection de Donald Trump n'est pas à une tentation dictatorial. Mais l'élection de Donald Trump n'est pas à une tentation dictatorial.

Ce ne serait donc pas si grave ?

Il faut ne pas sous-estimer le phénomène, et notamment ses effets de vraies réponses sont mondiales et, rejet de l'autre qui vont jusqu'à la violence, en partie autoritaires, comme on l'a vu au par voie d'interdiction - on peut dresser une longue liste de Mais ce n'est pas une menace sur la démocratie en tant que système. De bannir à tout jamais. Mais une part des électeurs, c'est une aspi-foule de lobbies tentent d'empêcher ration à plus de sécurité face au terrorisme, à la délinquance, à des soutiens d'États qui veulent protéger leur industrie.

Quid des flux migratoires ?

C'est le troisième défi. Ils créent une par les transformations du monde nouvelle donne : nos sociétés sont devenues multiculturelles alors un rôle protecteur et stabilisateur. Elles n'y étaient pas préparées. Nous pensions former des peuples, qui est dénoncée. La protestation nous ne sommes plus que des agrégats de gats de populations. Et cela va s'aggraver, en raison des dérèglements économiques et climatiques, des guerres et des dictatures. Et en raiment aujourd'hui.

L'impuissance des hommes politiques est une fatalité ?

Elle est liée à l'ampleur des défis. J'en compte personnellement cinq, actuellement, dont un a été globalement bien relevé. Notre cadre législatif et constitutionnel a été adapté à une nouvelle donne sociologique de grande ampleur, l'individualisme, la liberté de choix individuelle dans tous les pans de l'existence, qui entraîne avec elle une demande d'égalité au profit des

femmes et des minorités. Dans ce domaine, nos démocraties ont plutôt bien fonctionné depuis Mai 68. Mais cela coïncide sur quatre autres défis.

Primo, on a toujours eu besoin d'une régulation économique et sociale du capitalisme. Depuis les années 80, elle a été affaiblie par une politique de dérégulation lancée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, qui a touché aussi l'Europe du marché unique. On a laissé faire la financiarisation de l'économie et la fraude fiscale légale, sans parler des délocalisations et des restructurations d'entreprises destinées à augmenter le niveau des dividendes. La réponse du monde politique n'est pas à la hauteur de ces enjeux. L'écart entre le souhaitable et ce qui est réalisé apparaît comme

un gouffre. D'où la poussée populiste chez les petits pensionnés, les allocataires sociaux, les jeunes à qui on propose des CDD ou des salaires dérisoires par rapport à leur formation, ou encore les travailleurs qui se voient comme des variables d'ajustement pour l'entreprise.

Secundo, la prise de conscience du réchauffement climatique et de toute une série de dérèglements sanitaires se heurte à une réponse qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Après Rio et Kyoto qui furent des

réussites dans les années 90, il y a eu un long tunnel jusqu'à la COP 21 à Paris, qui a enfin relancé la machine de façon volontariste. Mais l'élection de Donald Trump n'est pas à une tentation dictatorial. Mais l'élection de Donald Trump n'est pas à une tentation dictatorial. Mais l'élection de Donald Trump n'est pas à une tentation dictatorial.

Comment le problème de fond subsiste : comment sortir du productivisme à tout va sans aggraver la crise économique et sociale ?

Dans ce domaine, les vraies réponses sont mondiales et, en partie autoritaires, comme on l'a vu au par voie d'interdiction - on peut dresser une longue liste de Mais ce n'est pas une menace sur la démocratie en tant que système. De bannir à tout jamais. Mais une part des électeurs, c'est une aspi-foule de lobbies tentent d'empêcher ration à plus de sécurité face au terrorisme, à la délinquance, à des soutiens d'États qui veulent protéger leur industrie.

Quid des flux migratoires ?

C'est le troisième défi. Ils créent une par les transformations du monde nouvelle donne : nos sociétés sont devenues multiculturelles alors un rôle protecteur et stabilisateur. Elles n'y étaient pas préparées. Nous pensions former des peuples, qui est dénoncée. La protestation nous ne sommes plus que des agrégats de gats de populations. Et cela va s'aggraver, en raison des dérèglements économiques et climatiques, des guerres et des dictatures. Et en raiment aujourd'hui.

son des systèmes de communication, qui rendent l'Occident accessible de partout et qui diffusent des images de prospérité qui font envie à la planète entière. Comment réguler ce phénomène, alors que nous avons voulu construire le monde, après la seconde guerre mondiale, sur des principes de liberté, d'accueil et de libre circulation ?

Le dernier défi mal relevé est celui de la sécurité, que nous évaluons désormais à l'échelle mondiale. Lampedusa, Alep : il y a une inquiétude liée à l'état du monde, alors qu'après la chute du Mur et la première guerre du Golfe nous pensions entrer dans un nouvel ordre mondial où la paix serait la règle. Nous revenons au contraire à un monde de conflits, avec une série de néo-dictatures qui ont le vent en poupe - Chine, Russie, Turquie... - et qui nous affectent à coups de bras de fer commerciaux et diplomatiques, sans parler évidemment du terrorisme islamique. Il est normal qu'une partie de la population ne comprenne pas qu'on n'ait pas encore régulé ces risques, ou qu'on ait mis tant de temps à réaliser l'ampleur de la menace.

Pour les Européens, cela fait d'autant plus peur qu'il n'y a pas d'« entité forte » qui gère la situation, avec une Union européenne hors jeu ?

La situation de l'Europe contribue à cette atmosphère de crise démocratique. L'Europe apparaît comme la quintessence du pouvoir politique, trusté par des professionnels qui font des carrières longues et qui, une fois élus, ont les mains libres, vivent dans leur monde, s'entourent de conseillers en communication, de technocrates, d'experts... Dans l'imaginaire collectif, cela prend le visage d'une bulle sociale, d'un microcosme, d'une caste. Ce qui n'est pas tout à fait faux. La preuve en est la sidération de ces milieux lorsque le Brexit et Trump gagnent la partie.

Trump a proposé un réenchante- ment du peuple par la colère ?

C'est une incarnation par la menace, la colère, la démagogie. Il a multiplié les mensonges, mais il a repris à son compte la fonction tribunitienne que les politiques doivent assumer. Quand presque tous les partis adoptent un style gestionnaire et s'inscrivent dans le système, ne savent plus piquer une colère, montrer une émotion, reconnaître des souffrances, avancer un projet mobilisateur, on ouvre un boulevard pour des démagogues qui donnent au moins l'impression d'entendre et de vouloir.

C'est Tian (there is an alternative) contre Tina (there is no alterna- tive) ?

Absolument. Regardez la sidération provoquée par la Wallonie, parce que soudain la démocratie a fonctionné comme elle le devait. Un Parlement étudie un texte, demande des amendements, menace de voter contre plutôt que de plier, comme d'habitude, devant une décision prise par des gouvernements. Et c'est un événement mondial ! Les Wallons ont rappelé que l'idée démocratique avait du sens.

Ce combat wallon contre le Ceta montre qu'il y a une autre voie, via le jeu démocratique, que Trump et le populisme pour réenchanter les peuples ?

Bien entendu. Une partie de la société doit être assurée, d'abord, que des responsables politiques l'entendent, ne la méprisent pas, ne la renvoient pas à sa xénophobie, sa nostalgie, son incompréhension des mécanismes de l'économie ou des problèmes de financement de la sé-

curité sociale. Que Trump ait incarné cette écoute face aux souffrances, alors qu'il était le plus mal taillé pour le rôle, en dit long sur le sentiment d'oubli ! C'est une donne que les politiques doivent intégrer. Il n'est pas question d'appliquer tout ce qu'un certain discours populiste demande, mais il est impératif d'entendre les attentes, les difficultés, les inquiétudes... Il faut en finir avec ce qui constitue non pas un mépris de classe mais une ignorance pure et simple, ce qui est beaucoup plus grave.

Les partis politiques peuvent jouer un rôle ? Ou ce sont les citoyens qui vont opérer le renouveau ?

Les citoyens agissent déjà en votant. La preuve : il s'est développé un électorat écologiste et un électorat populiste qui modifient les rapports de force et qui ont aiguillonné des réformes. Mais je reste frappé par le décalage entre le degré de méfiance vis-à-vis du monde politique et le côté globalement traditionnel des votes. Je ne suis pas certain que le vote va suffire à créer toutes les brèches nécessaires. Mais les citoyens sont aussi actifs dans la société : logements partagés, modes de vie écologiques, commerce équitable, circuits courts, initiatives de solidarité qui vont à l'encontre de la vague xénophobe... Et les citoyens protestent : trois millions de signatures pour la mise en cause du TTIP en Europe, sans parler de la mobilisation de la société civile et de nouveaux mouvements comme Tout autre chose, Nuit debout, les Indignés, qui aiguillonnent un certain nombre de responsables politiques. Les sondages flatteurs pour le PTB ont

joué un rôle, mais la mobilisation de la société civile a aussi encouragé la Wallonie à élever sa garde contre le Ceta. La société civile bouge beaucoup plus que le monde politique, qui croule sous une foule de problèmes à régler au quotidien et qui doit suivre un rythme souvent trop lent, celui des procédures démocratiques formelles.

On ne voit guère comment tout cela va s'améliorer en 2017 ?

Ce n'est pas simple d'impulser des mouvements nouveaux dans cette machine engorgée, et avec des États soumis à des contraintes budgétaires qui entravent l'innovation. Le décalage entre l'ampleur et la rapidité avec laquelle de nouveaux défis surgissent et la capacité de réponse du politique est de plus en plus béant. La révolution numérique, à elle seule, engendre une foule de bouleversements économiques et comportementaux que le monde politique serait bien en peine de réguler au rythme où ils apparaissent. Je n'offre pas beaucoup de perspectives d'avenir, mais c'est parce que cela me paraît particulièrement difficile.

L'homme de Coorebyter est inquiet ?

Oui. Mais quand je vois ce qui est en train de se passer pour l'environnement, je constate que sur certains enjeux la réaction de la société est assez profonde, structurelle et active pour enclencher une transformation, avec des associations, des intellectuels, des citoyens qui aiguillonnent les partis ou qui en créent. Il reste que cela ne se décrète pas, malheureusement. ■

**Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX**

« La reconstruction d'une solidarité est en cours »

SOCIÉTÉ Le partage, marché ou solidarité ?

Je prête ma machine à pain, tu loues ton appartement, elle offre sa tronçonneuse, nous plantons des légumes chez le voisin... On a beaucoup parlé de partage, en 2016. Parfois encadré (récupéré ?) par une société commerciale (Airbnb, Uber...), lieu d'échanges d'argent, mais parfois pas... Alors qu'on décrit nos sociétés comme perclues d'égoïsme, biberonnées à l'individualisme, Matthieu de Nantheuil, sociologue à l'UCL, insiste sur ces formes nouvelles de partage, voire de solidarité. « *Il ne faut pas idéaliser, bien entendu. Tout le monde n'agit pas que par vertu. Nous sommes tous dans notre bidouillage quotidien. Mais parfois il y a des fenêtres. Aux institutions de s'en saisir pour repenser les conditions de solidarité d'aujourd'hui.* »

Un phénomène ? Nouveau ?

Nos sociétés où la forme économique dominante reste le capitalisme de marché n'ont jamais été réductibles à leur caricature. Il y a toujours eu des initiatives ne se réduisant pas à l'homo economicus n'agissant que pour son intérêt égoïste. Mais l'économie dominante s'est durcie ; depuis une vingtaine d'années, l'Etat social est en crise. Son financement supposait une croissance, une économie de marché dynamique. A cette crise s'ajoute celle du mouvement syndical et des traditions associatives qui lui étaient liées, notamment en raison d'un déséquilibre entre le capital et le travail et de la difficulté du monde syndical à répondre aux défis contemporains. On constate aussi une montée de l'individualisme, des mutations culturelles multiples. A cela s'ajoute la globalisation économique, la volatilité des capitaux...

Le partage serait une forme de réaction à ces crises ?

C'est le symptôme d'une crise globale face à laquelle les gens ne sont pas restés inertes.

Un phénomène marginal ?

Il ne faut pas le sous-estimer. Les citoyens actifs sont plus nombreux et plus inventifs qu'on ne le pense. Une société en telle mutation sans un minimum de reconstruction du partage et de la solidarité ne serait pas vivable.

C'est le point de départ d'une reconstruction de la solidarité ?

D'abord, il faut reconnaître l'intelligence créative et la puissance financière des acteurs de l'économie numérique. Ceux-ci, - employeurs, investisseurs, ingénieurs, créateurs... ceux qui déposent les brevets - ont une longueur d'avance dans le façonnement de l'économie de demain. Ils ont su transformer des désirs en besoins - l'histoire du smartphone - mais surtout

transformer en marchandise ce qui ne l'était pas jusqu'à présent : l'économie du partage. Ce n'est pas uniquement une démarche prédatrice ; elle est aussi capable de construire de nouvelles formes de lien social et de les investir comme des marchandises parmi d'autres. La question est de savoir ce que ça fait sur la société.

Précisément ?...

L'Etat a un rôle très important : construire une société des partages, signe d'une solidarité retrouvée. Mais à deux conditions. Il ne peut plus convoquer une conception exclusivement distributive de la solidarité. Il faut aussi une politique d'éducation sur le long terme afin d'induire des changements de comportements. Puis, face à l'intelligence de l'économie numérique, il faut renouer avec l'intelligence citoyenne et la soutenir.

Les citoyens sont plus intelligents que les Etats, c'est une intel-

ligence diffuse, proche du terrain et en réseau. Le rôle des Etats doit être de repérer et de soutenir, même financièrement ou juridiquement, les initiatives, les formes de partage ne passant pas uniquement par la marchandisation.

Que nous disent ces initiatives ?

C'est là que le partage peut renouer avec la solidarité ou au contraire se déconnecter complètement de la solidarité. Ces initiatives sont labiles. Les mêmes personnes utilisent Uber tout en soutenant des initiatives citoyennes non marchandes critiquant la marchandisation. L'enjeu, face à la puissance de l'économie numérique et de ses principaux acteurs, est de recréer une puissance citoyenne pour renforcer la solidarité, une dynamique de partage qui ne se réduise pas à la marchandisation de l'échange.

Montée du populisme et nouvelles formes de partage même combat ?

Très bonne question. Les formes concrètes de solidarité ont disparu ou ont été extrêmement affaiblies. La reconstruction d'une solidarité en lien avec les Etats, mais qui ne soit plus simplement leur monopole, est en cours. Mais il y a un décalage de rythme : ceux qui sont en train de prendre la main sur les questions de partage, ce sont les acteurs du capitalisme de marché à l'échelle mondiale. Le populisme, signe de la crise de notre rapport à l'autre, a également une longueur d'avance. Faute de développer suffisamment la solidarité, le seul vis-à-vis du capitalisme de marché, c'est le populisme.

Mais solidarité et populisme sont antagonistes ?

Profondément. ■

Propos recueillis par
MICHEL DE MUELENAERE

« Il y a des raisons d'espérer pour l'Europe »

Pour Anne Weyembergh, après toutes les crises que l'Union a connues, il y a un « momentum » à exploiter.

ENTRETIEN

Brexit, crise migratoire, menaces terroristes, incertitudes géopolitiques, montée des populismes... tout cela sur un arrière-fond économique toujours précaire. 2016 fut, sans conteste, une *annus horribilis* pour l'Europe ! Le plus difficile est-il derrière nous ? Nous avons demandé à Anne Weyembergh, professeur de droit à l'ULB et présidente de l'Institut d'études européennes de cette université, de passer en revue les différentes incertitudes, crises et défis que l'Union devra affronter en 2017.

Les incertitudes et les périls potentiels pour l'Europe sont légion en 2017. Il y a d'abord « l'héritage » de 2016, et au premier chef le Brexit. Question préliminaire : celui-ci est-il inéluctable ?

Même si l'on n'est jamais à l'abri d'une surprise, je pense en effet

que le Brexit aura bel et bien lieu : la Première ministre britannique, Theresa May, a même annoncé qu'elle ferait la notification nécessaire au déclenchement de l'article 50 du traité sur l'Union européenne (qui stipule que « Tout État membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union ») avant la fin du mois de mars. En janvier, la Cour suprême devrait trancher la question de savoir si le Parlement britannique doit donner son accord sur le Brexit. Mais il est improbable que ce dernier aille à l'encontre de la volonté exprimée lors du référendum de juin dernier. L'incertitude tient donc moins au principe même du Brexit qu'aux deux questions « comment » et « quand ».

Précisément, comment les choses pourraient-elles se passer ?

Il devrait y avoir deux accords distincts : un accord de sortie, qui réglerait le divorce, et puis un accord sur l'avenir des relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Il y a d'abord une incertitude sur la manière dont ces deux accords vont interagir, sur leur temporalité : négocie-t-on d'abord le divorce puis les relations futures, ou les deux simultanément ? Il y a ensuite une incertitude sur la nature Brexit : « hard » ou « soft » ? Là, toute la question est de savoir si le Royaume-Uni va prendre le marché unique dans sa totalité, c'est-à-dire avec ses quatre libertés - libre circulation des marchandises, des ca-

pitaux, des services mais aussi des personnes... Le négociateur en chef de la Commission chargé de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni, M. Barnier, a rappelé qu'elles étaient indivisibles.

Tout cela prendra du temps ?

Les négociations vont durer. L'article 50 stipule que deux ans après son déclenchement, la sor-

tie est effective, mais avec une possibilité de prolongation soumise à l'unanimité du Conseil européen... Il y aura en tout cas du travail pour les juristes pendant au moins dix ans !

Il faut aussi évaluer les conséquences du Brexit au sein du Royaume-Uni, qui pourraient avoir un impact sur l'Union européenne. La Première ministre

écossaise, Nicola Sturgeon, a clairement déclaré qu'elle s'opposerait à ce que l'Écosse soit contrainte de sortir de l'Union, car cela irait à l'encontre du vote de la population écossaise. Mi-octobre, elle a même annoncé qu'elle souhaitait un nouveau projet de référendum sur l'indépendance. Quelle serait alors la réaction de l'Union ? Elle serait dans une position difficile car un tel référendum pourrait donner des idées à d'autres régions qui ont des velléités indépendantistes, comme la Catalogne par exemple...

Les Britanniques ont voté en juin dernier. Cette année, d'autres élections sont prévues en Europe : pas sur la sortie de l'Europe, mais certains résultats pourraient toutefois avoir des conséquences sur l'édifice européen...

Trois scrutins auront effectivement une grande importance pour l'Union européenne : aux Pays-Bas, en mars ; en France, en avril-mai ; en Allemagne, à l'automne. Pour les deux premiers, une des grandes questions est de savoir si Marine Le Pen et Geert Wilders, chefs de file des partis du repli sur soi, de la

péenne proprement dite, quelles sont les échéances en 2017 ?

Au niveau de l'Union elle-même, il conviendra de surveiller le départ, dès janvier, du président du Parlement européen, Martin Schulz (Parti social-démocrate), qui a annoncé le 24 novembre qu'il ne briguerait pas de troisième mandat et poursuivrait sa carrière en Allemagne. Son successeur pourrait être issu du PPE, c'est-à-dire des conservateurs : on cite Alain Lamassoure ou Manfred Weber. Mais il se trouve que deux autres conservateurs sont déjà à la tête de la Commission et du Conseil, en la personne de MM. Juncker et Tusk, ce qui pourrait poser un problème d'équilibre.

L'incertitude touche par ailleurs Donald Tusk lui-même, dont le mandat arrive à son terme fin mai 2017. Il aurait dû être reconduit pour deux ans et demi mais il est critiqué, entre autres, pour la gestion de la crise des migrants, et il ne semble pas

soutenu par la majorité au pouvoir dans son propre pays, la Pologne... On peut ne pas aimer le personnage, mais il est risqué de changer en une telle période de crises.

Pourriez-vous développer ?

Crise économique. Crise de la sécurité intérieure – avec la menace terroriste, les « returnees », la radicalisation. Crise des migrants, et ses si nombreuses victimes. Crise de l'état de droit : songez à la Pologne, vis-à-vis de qui les institutions européennes, en particulier le Parlement, mais aussi la Commission, ont heureusement haussé le ton... L'Union et ses États membres n'ont jamais eu à gérer autant de crises simultanées. Il faut absolument tenter d'en sortir par le haut, mais c'est loin d'être évident et cela prendra du temps. L'Union européenne sera confrontée, en 2017, à de très nombreux défis.

Quel sera, à votre sens, le défi le plus important ?

Au-delà de la complexité même de la construction européenne, qui va en s'aggravant en raison du contexte général et des crises qui ont accru et polarisé les divergences de sensibilités entre les États membres, le grand défi, pour 2017, sera de surmonter le repli sur soi, les réflexes visant à préserver à tout prix les souverainetés nationales, et le populisme. Ces tendances fortes sont

contraires à l'europanisation, à la solidarité qu'implique l'Europe. Comment l'Union européenne doit-elle faire pour convaincre ? Surtout vu le rôle trouble que jouent les politiciens au plan national : quand ça se passe bien c'est grâce aux États, quand ça se passe mal c'est la faute de Bruxelles... L'Union et ses institutions prennent certaines initiatives, mais ce contexte de repli n'est guère propice à la réalisation d'initiatives performantes et ambitieuses. Quand donc les États membres et les hommes/femmes politiques nationaux comprendront-ils que les réflexes de souveraineté nationale sont vains et dépassés et que l'intégration et/ou la coopération européenne sont dans bien des domaines une manière de retrouver une part de la souveraineté qui est de toute façon perdue, entre autres sous l'impact de la globalisation ?

Il y a bien d'autres défis auxquels est confrontée l'Union, en particulier celui des équilibres essentiels à réaliser : entre Europe sociale et Europe du marché, entre liberté et sécurité, entre flexibilité et fermeté (vis-à-vis de ceux qui cherchent à faire du « pick and choose », à retirer les avantages sans avoir les inconvénients), entre développement des migrations légales et lutte contre les migrations illégales. Et puis il y a le défi de la cohérence : comment

maintenir la cohérence de ses politiques à l'intérieur mais aussi vis-à-vis de l'extérieur ? Est-ce possible ? La difficulté ici est particulièrement manifeste si l'on songe à l'accord avec la Turquie, ou aux accords commerciaux avec des États tiers (Ceta, TTIP, etc).

En conclusion ?...

En conclusion, 2017 est une année clé pour l'Union. Ce sera une

année difficile, mais il y a des raisons d'espérer. 2017 ne va pas apporter la solution à tous ces défis, à toutes les crises évoquées, mais il existe un espoir que le contexte actuel fait d'incertitudes et de crises crée un « momentum » à exploiter. Après tout, l'Union européenne ne s'est-elle pas construite par et grâce aux crises ? ■

**Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON**

« Il faut une vraie loi sur le mécénat en Belgique »

CULTURE Un financement incertain

ENTRETIEN

A lors que les subsides diminuent un peu partout, certains acteurs culturels remettent en cause le modèle économique actuel trop dépendant des pouvoirs publics. L'avenir de la culture est-il du côté des investissements privés ? Edouard Meier, jeune associé du cinéma Galeries mais aussi représentant de la plateforme de crowdfunding KissKissBankBank au Benelux et directeur du premier incubateur culturel Creatis à Bruxelles, considère que le cadre juridique n'est pas adapté.

Quel avenir pour le financement de la culture ?

L'avenir de la Belgique est le présent pour d'autres pays. Les questions de financement participatif et d'accès aux financements privés sont déjà bien installées dans d'autres pays. Je pense par exemple aux pays anglo-saxons, à l'Allemagne où le financement participatif a pris énormément de place. Sur l'industrialisation de la culture, beaucoup de pays ont avancé. En Belgique, parler du futur, c'est parler du retard qu'on accumule sur certains sujets.

Notre engagement dans KissKissBankBank et dans le développement d'un incubateur de start-up culturelles prouve que vous pensez qu'il faut revoir le modèle.

Il faut l'équilibrer pour plusieurs raisons. A partir du moment où le modèle économique est déséquilibré, si les pouvoirs publics sont en difficulté, tout le secteur est en danger. On l'a vu en Grèce, au Portugal au plus fort de la crise économique et dans une moindre mesure aux Pays-Bas au moment où il y a eu une énorme coupe dans les crédits

culturels. C'est donc une question de prévoyance, d'équilibre et de survie. La deuxième question est celle de l'indépendance. La Belgique a un modèle culturel avec une très forte présence des pouvoirs publics dans les conseils d'administration des ASBL par exemple. Idéalement, la culture doit pouvoir être plus indépendante.

Les budgets des pouvoirs publics ne suivent plus.

C'est compliqué parce que dans le bilan de la culture fait par la ministre, elle ne dit pas que le budget de la Fédération Wallonie Bruxelles a diminué : il s'est maintenu et augmentera de 3 % en 2017. Le schéma institutionnel belge fait qu'il y a une asymétrie des opérateurs. Les opérateurs fédéraux sont en crise, c'est évident car le fédéral asphyxie les institutions culturelles. Les communautés sont dans un autre rapport stratégique. C'est très difficile de quantifier. Par contre, ce qui est sûr, c'est qu'il y a de moins en moins d'investissement. C'est devenu plus difficile de faire des investissements dans les infrastructures et dès qu'il faut en faire ça coince. On le voit avec le Pathé-Palace. Quand il y a un besoin d'investissement structurel, les pouvoirs publics ne peuvent plus.

N'est-ce pas risqué de faire appel au privé ?

En Belgique, on n'a pas beaucoup essayé. Personne n'a envie d'un modèle 100 % crowdfunding ou uniquement privé. Ce qu'on veut c'est juste un modèle équilibré. Lorsqu'il y a un intérêt privé, tant mieux parce que c'est de l'argent public qu'on économise. Le tax shelter est un bon exemple de

win-win entre le public et le privé. Les projets sont tous cofinancés par le privé grâce à la défiscalisation et par les pouvoirs publics qui mettent du cash. Ça permet de sortir des grosses machines qui créent de l'emploi, des films de Dany Boon et des films plus pointus, des frères Dardenne ou de jeune réalisateur comme Antoine Cuypers et son film Préjudice. Les gens ont une mauvaise idée du privé. Ils pensent souvent qu'on va faire appel à une grande fondation, mais c'est aussi faire travailler les petites entreprises, par exemple le Quai de l'image à Liège. C'est construire une économie autour d'un métier.

Faut-il étendre le système du tax shelter à tous les secteurs ?

C'est prévu pour le spectacle vivant. Le problème est en fait beaucoup plus large. L'enjeu est d'avoir une vraie loi sur le mécénat et le sponsoring qui est insuffisante en Belgique. Cela permettrait d'ouvrir les vannes. Pour l'instant, on l'a fait sur le cinéma, on s'apprête à le faire sur le spectacle vivant mais c'est encore limité comparé aux besoins de tous les secteurs. En France, la loi sur le mécénat a presque 15 ans et a permis d'injecter 10 milliards d'euros dans l'économie de la culture. Le futur, c'est un encouragement à l'entrepreneuriat culturel pour que les entreprises viennent compléter la politique culturelle publique, un appel au mécénat d'entreprise à travers une grande loi ou une extension plus radicale du tax shelter et un appel à se bouger soi-même grâce au crowdfunding qui fonctionne de mieux en mieux. ■

Propos recueillis par
FLAVIE GAUTHIER

« Les hommes sont encore loin d'aller sur Mars »

ESPACE La Lune bénéficie d'un regain d'intérêt

L'astrophysicienne Véronique Dehant, cheffe de section à l'Observatoire royal de Belgique, esquisse les contours d'une future exploration spatiale fascinante.

Quel sera le moment fort de l'exploration spatiale dans les prochains mois ?

Le second volet de la mission ExoMars ! Il a été décidé début décembre que la suite du premier volet d'ExoMars (lequel a eu lieu cette année, avec la mise en orbite martienne de la sonde TGO et l'atterrisseur Schiaparelli, NDLR) sera lancé en 2020. Une plate-forme sera donc déposée à la surface de Mars - avec à son bord des instruments européens et russes - ainsi qu'un petit rover européen. Il s'agit d'une mission optionnelle de l'ESA (Agence spatiale européenne). Cela signifie que les pays cotisent pour elle de façon volontaire. Et les budgets nécessaires ont été alloués !

L'échec de l'atterrissage de Schiaparelli sur Mars n'a donc pas refroidi les Européens ?

On sait ce qu'on doit améliorer car on a compris les erreurs commises. Tout d'abord, les accéléromètres embarqués ont été saturés. Ensuite, les commandes ont été mal données, de telle sorte que le software à bord a mal lu les informations transmises par les accéléromètres. Par contre, les étapes les plus critiques, soit l'ouverture du parachute et l'entrée dans l'atmosphère, se sont parfaitement déroulées.

Quelle sera votre implication dans le second volet d'ExoMars ?

A bord de la plate-forme, il y aura notre instrument Lara (pour lan-

der radiosciences). Il nous donnera des informations sur l'intérieur de la planète rouge. Par exemple savoir si son noyau est liquide ou solide. Aussi, cela permettra de mieux comprendre son évolution ainsi que celle de son atmosphère, et la présence d'eau jadis. Et par là, esquisser l'évolution de l'habitabilité de Mars.

Tenter de percer enfin le mystère de la composition des entrailles de Mars est dans l'air du temps. La Nasa n'est-elle pas aussi sur le coup ?

Si. Le lancement de sa mission In-Sight est prévu pour mai 2018. Il s'agit d'un atterrisseur qui se posera à la surface martienne avec à son bord un seismomètre, essentiellement français, un capteur de flux de chaleur mais aussi un instrument similaire à notre Lara. L'idée est d'utiliser ce dernier en réseau avec l'instrument Lara d'ExoMars pour obtenir un maximum d'informations pour un résultat significatif. En effet, le phénomène que les Américains et Européens vont observer a une très longue période.

Qu'en est-il de l'envoi d'humains sur Mars ?

On en est encore loin ! Le discours d'Obama concernant le premier Terrien sur Mars pour 2030 était un effet d'annonce. Si, dans les prochaines années, on doit envoyer un humain sur une autre planète, ce sera sans conteste sur la Lune, laquelle trouve un fort regain d'intérêt ces derniers temps.

L'année 2017 sera celle de la fin de la sonde Cassini, après 20 ans à explorer Saturne et des résultats fascinants. Le futur nous réserve-t-

il des projets aussi ambitieux ?

Dans le programme de l'ESA, la sonde BepiColombo doit être lancée en avril 2018. Il s'agit d'une mission d'exploration de Mercure. La sonde l'atteindra en 2024 pour étudier sa surface et son intérieur. C'est une planète intrigante : elle est extrêmement massive, avec un gros noyau très dense contenant beaucoup de fer. Alors que le rayon de la planète ne fait que 2.400 km, celui de son noyau fait 2.000 km ! Autrement dit, son manteau est minuscule. A titre de comparaison, sur Terre, le manteau occupe la moitié du rayon.

La mission américaine Juno, avec sa sonde actuellement en orbite autour de Jupiter, commence à donner ses premiers résultats. L'Europe est-elle dans la course concernant cette planète ?

Oui, l'ESA va mettre le focus sur trois des grandes lunes glacées de cette planète gazeuse. Cette mission devrait être lancée en 2022 pour arriver à Jupiter en 2030. Durant trois ans, la sonde fera des observations très détaillées de Ganymède, lune avec un océan, mais aussi de Callisto et d'Europa.

Comment la communauté pressent-elle l'ère Trump ?

Trump inquiète les scientifiques de l'espace. Particulièrement ceux qui participent à des programmes d'observation de la Terre. Le climat n'étant pas une priorité de Trump, ces scientifiques s'inquiètent pour le financement de leurs recherches, mais aussi pour l'évolution de la Terre qu'ils observent tous les jours. ■

Propos recueillis par
LAETITIA THEUNIS

« De Wever joue sublimement »

Logiquement, le gouvernement ne devrait pas tomber. Mais Bart Maddens doute lui aussi désormais de ce qui est logique.

ENTRETIEN

Le CD&V a voulu mouiller la N-VA pour l'abimer au pouvoir, mais Bart De Wever fait preuve d'une habileté hors normes et déjoue le piège, qui pourrait se retourner sur... le CD&V, analyse le politologue de la KUL, Bart Maddens.

C'est le suspense politique de ce début d'année : le gouvernement Michel va-t-il survivre à 2017 ?

Si on regarde la situation rationnellement, la seule conclusion est que le gouvernement ne va pas tomber. Aucun parti n'a intérêt à tirer la prise. Mais la rationalité pure nous disait aussi que les Britanniques voteraient contre le Brexit et que les Américains n'élimineraient pas Trump. Comme commentateur et analyste, on doit plus que jamais être modeste.

Quel scénario pourrait faire tomber le gouvernement ?

Il est fragile, et s'il continue à passer d'un conflit à l'autre, avec des dis-

putes constantes, il ne faut pas grand-chose pour arriver à un incident, même involontaire, qui crée une crise de gouvernement. On peut imaginer un scénario de blocage total lors du contrôle budgétaire en mars et que Charles Michel, comme Dehaene en mars 1993, présente sa démission au Roi pour mettre le couteau sur la gorge à ses partenaires et les forcer à s'entendre. Mais si cela ne réussit pas, on ira aux élections. On a évité sur le fil une telle crise en octobre dernier. La N-VA a sauvé le gouvernement, en acceptant de postposer la réforme de l'impôt des sociétés. Sera-t-elle prête à le refaire en mars ? C'est très discutabile.

D'où vient cette fragilité ?

On doit se rappeler pourquoi en Flandre ce gouvernement a été formé. C'est le CD&V qui n'a pas voulu d'un Di Rupo II, car il voulait brûler la N-VA en la faisant participer au pouvoir fédéral. Or, il semble aujourd'hui que cela n'a pas marché. Dans les sondages, la N-VA est un peu en retrait mais beaucoup moins que ce à quoi certains s'attendaient. Elle n'est pas brûlée, ses ministres fédéraux font de bonnes prestations et Theo Francken est devenu la nouvelle superstar politique en Flandre. Cela conduit évidemment à des frustrations au CD&V qui pourrait être la plus grande victime de cette opération. La formation de ce gouvernement a provoqué en Flandre une grande polarisation, avec d'un côté une N-VA qui se profile de plus en plus durement – on l'a vu avec la question du visa –, contre un bloc de gauche (PVDA, sp.a, Groen) et dans une telle dynamique, la plus grande victime est le centre. Le CD&V se positionne comme le parti le plus à

gauche d'un gouvernement de droite (le PS de ce gouvernement disent certains) et perd son aile droite. La N-VA par contre, d'une manière assez subtile, se profile comme le parti qui défend les valeurs et normes fondamentales, et donc les traditions de la Flandre contre l'islamisation. Ils arrivent même de façon quasi subliminale, à insinuer que le CD&V est un parti pro islam. C'est évidemment un problème pour le CD&V, qui reste un parti chrétien.

La N-VA n'aurait rien perdu dans la mise au frigo du communautaire ?

Ce parti est un caméléon et se profile désormais sur le terrorisme, les migrants et la sécurité, en lien avec l'idéologie de base du parti : le sentiment d'appartenir à une communauté, la préservation des normes et des valeurs, l'identité, les traditions flamandes... C'est son point focal, d'où l'accent mis sur Theo Francken. De Wever est un homme politique brillant qui sent très bien ce qui vit dans les tripes de la société, a le courage de le mettre sur l'échiquier et de le penser stratégiquement. Et surtout, encore plus important, il est « the great communicator », un géant dans un monde de nains en Flandre. Les autres présidents de parti sont costauds, mais ce sont d'autres calibres qu'un Bart De Wever. On aurait un scénario plus équilibré si contre Bart De Wever, on avait un Verhofstadt, un Dehaene ou un Louis Tobback. Tactiquement, ce que fait De Wever est quasi sublime, dans la manière notamment dont il contre les critiques.

Theo Francken va lui succéder au parti ?

Il a de grandes chances mais pas avant 2019. Je m'attends à ce que De Wever assume la confrontation avec l'électeur. S'il échoue, un nouveau président peut prendre la suite, et ce pourrait être Theo Francken qui bénéficie aussi d'un large consensus dans le mouvement flamand.

Vous aviez écrit que sans résultats communautaires, ce gouvernement décevrait l'électorat nationaliste ?

La N-VA compte un tiers des électeurs en Flandre, et donc la part des flamingants est bien plus petite qu'au début du parti. Il y a une dé-

ception dans le mouvement flamand, et il y aura des pertes d'électeurs vers le Vlaams Belang, mais la N-VA fait le calcul que cela ne pèsera pas si lourd. Je pense qu'ils ne feront pas de campagne sur le communautaire comme fer de lance en 2019. On ne peut pas mettre le communautaire sur pause durant cinq ans et soudain dire avant les élections qu'on veut le confédéralisme. Par contre, je pense que la N-VA va manœuvrer pour en appeler à l'électeur traditionnel flamand, via le débat sur l'identité, migration et l'insécurité. La grande question qui se posera lors de la formation de gouvernement en 2019 est de savoir si elle va pouvoir vendre un nouveau stop communautaire durant cinq ans. S'il remporte une grande victoire électorale en 2019, De Wever restera le « Dieu » qui peut tout faire. Mais ce sera quand même plus difficile.

Ce serait courageux pour la N-VA, avez-vous écrit, de faire tomber le gouvernement maintenant, sur le thème de l'identité...

En général, ceux qui font tomber le gouvernement perdent les élections, mais peut-être que c'est une règle qui ne marche plus et que Bart De Wever peut provoquer des élections très polarisées, autour du thème « sécurité-réfugiés-identité ». Ils peuvent venir avec un message anti-PS en disant « Attention, si nous perdons le PS sera de retour » et insister sur le fait que le CD&V est la 5^e colonne du PS et qu'il faut l'écartier d'une prochaine coalition fédérale pour pouvoir mener avec l'Open VLD une vraie politique de droite. Ce genre de proposition pourrait apporter une victoire à la N-VA a fortiori avec ce grand communicateur qu'est De Wever. Une majorité Open VLD - N-VA est concevable en Flandre. Mais c'est un gouvernement fédéral qu'on devra former après des élections anticipées et il faudra voir ce qui se passe côté francophone.

Et ?

Le MR me fait une impression très faible, avec des ministres faibles.

Un Premier ministre faible ?

Il n'a pas vraiment grandi dans son rôle, il n'a pas la stature d'un Verhofstadt ou d'un Dehaene, même d'un Di Rupo. C'est plus un Leterme en ce qui concerne le rayonnement, pas une figure de leader. La réaction de Charles Michel à différents incidents est très faible : il s'est longtemps tu sur cette réunion « sécurité » en présence de De Wever, ou dans l'affaire du visa de Francken. Ce n'est pas quelqu'un qui rappelle la N-VA à l'ordre et lui dit « Jusqu'ici et pas plus loin ». Il ne peut peut-être pas se le permettre car il prendrait le risque de faire tomber le gouvernement.

Le MR peut aussi miser sur l'effet positif de la gestion par la N-VA de la sécurité ?

Cela ressort un peu de la popularité francophone de Francken et Jambon. Mais si c'est la tactique du MR, alors il devrait oser plus la polarisation côté francophone. Ce qu'il ne fait pas, et c'est étrange.

Certains soulignent la flamandisation des leviers de l'appareil d'Etat et le démantèlement sournois des éléments fédéraux (politique scientifique, musées)...

On a un gouvernement où les Flamands sont dominants, a fortiori avec des ministres MR assez faibles, et donc c'est dans la ligne des choses, que les décisions soient prises davantage dans l'intérêt du nord du pays. On l'a vu dans le dossier de l'accès aux études de médecine : une compétence communautaire mais cadrée depuis le fédéral à partir du point de vue flamand, ce qui avant ce gouvernement n'était pas le cas.

Le MR pourrait être accusé d'avoir été une sorte de cocu magnifique ? N'est-ce pas évident ? Les partis de l'opposition francophone seraient

stupides de ne pas utiliser cet argument. Le MR devait le savoir, en se mettant dans une situation aussi asymétrique. C'est potentiellement dommageable pour ce parti, qui a sans doute espéré aller vers l'électeur avec le même récit que Wilfried Martens en 1985 : « La lumière à la fin du tunnel, l'économie recommence à marcher, on remonte la pente et on doit poursuivre le redressement ».

Ce discours-là est fichu ?

Une ambiance tellement négative. Une ambiance tellement négative s'est développée autour de ce gouvernement. Par ailleurs, les indicateurs économiques ne sont pas mauvais mais pas assez bons pour raconter une telle histoire, d'autant que la problématique budgétaire ne se résout pas.

Le plan d'investissements annoncé ne viendra pas ?

Je ne vois rien en tout cas, et de plus il se heurte aux compétences régionales. Geert Bourgeois a déjà mis ses limites en Flandre. De mon point de vue d'ailleurs, ce gouvernement était kamikaze depuis le début parce qu'il ne disposait pas d'un parti qui pouvait servir d'interface au niveau francophone entre le régional et le fédéral. On s'est dit que cela ne posait pas de problèmes mais aujourd'hui on voit que cela joue dans tous les dossiers.

La hausse du PTB va bousculer

la donne ?

Elle force à un axe MR - PS côté francophone, qui rendrait impossible la présence de la N-VA au gouvernement : elle n'acceptera jamais d'entrer dans un gouvernement sans réforme de l'Etat et avec le PS.

Et pourtant, on a l'impression que le PS perd du terrain, ayant raté son opposition ?

Sauf sur le Ceta. J'ai vécu cette bagarre comme une renaissance du PS et d'un discours consistant de gauche, très bien construit intellectuellement, mais en même temps qui peut parler à une opinion publique large. Ce n'est pas rien, un ministre-président qui, tout seul, prend position contre les grands pouvoirs.

Beaucoup de Flamands étaient jaloux et auraient bien voulu aussi avoir un ministre-président qui agit ainsi. Pour la première fois, j'ai eu le sentiment que la stratégie de la N-VA pouvait réussir. J'étais sceptique mais en voyant la manière dont Magnette a très consciemment invoqué les compétences et la démocratie wallonnes dans ce débat, je me suis dit que si on évoquait dans le futur la refédéralisation de la signature des traités internationaux, certains Flamands sont pour, le PS pourrait bloquer et lancer la dynamique confédérale... Mais c'est à long terme. ■

Propos recueillis par
BEATRICE DELVAUX

L'économiste Eric Dor accuse : nos dirigeants veulent régler les problèmes d'avant-hier avec les (fausses) solutions d'hier.

ENTRETIEN

Eric Dor, directeur des études à l'école de commerce de l'Université de Lille, n'annonce pas des lendemains qui chantent. Il craint, bien au contraire, que la zone euro, qui devrait être la locomotive de l'Union, soit entrée dans une longue période de stagnation. En cause, selon lui : le refus des dirigeants européens de tirer les leçons du passé.

Le futur locataire de la Maison-Blanche, Donald Trump, a adopté une posture belliqueuse vis-à-vis de la Chine, qu'il accuse d'avoir siphonné des centaines de milliers d'emplois américains par des moyens malhonnêtes : manipulation des taux de change, vol de brevets et subventions contraires aux règles du commerce mondial. La perspective d'une guerre commerciale entre Pékin et Washington, qui ferait trébucher l'écono-

mie mondiale, vous inquiète-t-elle ?

Tout dépend des décisions qui seront effectivement prises par le nouveau président américain. Une guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine qui conduirait à un ralentissement économique mondial est un scénario possible, mais pas inévitable. On se souviendra, par exemple, des accords d'autolimitation des exportations automobiles japonaises vers les États-Unis dans les années 80. Très franchement, personne ne peut dire aujourd'hui comment la situation va évoluer. Tout dépend des décisions qui seront effectivement prises par le nouveau président américain. En revanche, il faut s'attendre à ce que le taux de croissance des exportations européennes soit relativement déprimé. D'une part, en raison du ralentissement durable de l'activité dans les pays émergents à cause de goulots d'étranglement qui freinent, dans des pays comme l'Inde ou le Brésil, la poursuite de la croissance : insuffisance de main-d'œuvre qualifiée, d'infrastructures de transports ou de distribution d'eau et d'énergie... D'autre part, en raison du rééquilibrage du modèle de croissance chinois, qui, désormais, sera axé plus sur le développement des marchés intérieurs de biens et de services, et moins sur les exportations de produits industriels, dont le contenu en importation est plus élevé.

Le contexte international sera donc moins porteur pour l'Europe. Comme de nombreux économistes, vous dénoncez depuis belle lurette le choix d'une stratégie de sortie de crise axée sur la compétitivité et les exportations. Et vous prônez une relance de la demande intérieure en zone euro. Mais une inflexion du discours officiel se profile : fin novembre, la Commission européenne a, elle aussi, plaidé en faveur d'un coup de pouce budgétaire...

La monnaie unique souffre d'un défaut de conception majeur : avoir instauré juridiquement l'absence de prêteur en dernier ressort pour les États. Normalement, un État qui emprunte dans sa monnaie ne peut pas faire défaut, puisque la Banque centrale pourra toujours lui prêter l'argent pour rembourser sa dette. Sauf en

zone euro, où c'est interdit par le traité instituant l'Union monétaire ! Avec pour conséquence que les dettes publiques en euros des États partageant la monnaie unique sont semblables à des emprunts en monnaies étrangères. Elles ne sont plus garanties sans défaut et, de ce fait, elles sont soumises à la spéculation. À l'été 2012, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi a implicitement reconnu cette erreur de conception puisqu'il n'a pu sauver la monnaie unique qu'en enfreignant ses règles fondatrices, en dévoilant le programme OMT (celui-ci, qui n'a jusqu'à présent pas été activé, repose sur la promesse de racheter, sans limite de montant, les obligations publiques d'un État qui serait attaqué par les spéculateurs, NDLR). Mais les mesures « non conventionnelles » mises en œuvre ensuite par la BCE, notamment les rachats de titres sur le marché secondaire, ont uniquement permis de gagner du temps. De sorte que chaque État doit rester très prudent en matière budgétaire. Ce carcan empêche la mise en œuvre d'une stratégie concertée de relance par les investissements publics. D'ailleurs, la Commission, dans sa récente prise de position, ne s'adresse qu'aux États membres qui disposent de marges budgétaires...

zone euro, où c'est interdit par le traité instituant l'Union monétaire ! Avec pour conséquence que les dettes publiques en euros des États partageant la monnaie unique sont semblables à des emprunts en monnaies étrangères. Elles ne sont plus garanties sans défaut et, de ce fait, elles sont soumises à la spéculation. À l'été 2012, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi a implicitement reconnu cette erreur de conception puisqu'il n'a pu sauver la monnaie unique qu'en enfreignant ses règles fondatrices, en dévoilant le programme OMT (celui-ci, qui n'a jusqu'à présent pas été activé, repose sur la promesse de racheter, sans limite de montant, les obligations publiques d'un État qui serait attaqué par les spéculateurs, NDLR). Mais les mesures « non conventionnelles » mises en œuvre ensuite par la BCE, notamment les rachats de titres sur le marché secondaire, ont uniquement permis de gagner du temps. De sorte que chaque État doit rester très prudent en matière budgétaire. Ce carcan empêche la mise en œuvre d'une stratégie concertée de relance par les investissements publics. D'ailleurs, la Commission, dans sa récente prise de position, ne s'adresse qu'aux États membres qui disposent de marges budgétaires...

Donc essentiellement à l'Allemagne et aux Pays-Bas, qui ont répondu qu'il n'en était pas question.

Exactement. Ceux qui pourraient se le permettre, tout en restant dans le « carcan » et sans exposer leur dette publique à la spéculation,

ne le veulent pas. L'Allemagne, qui vieillit de manière accélérée, juge prioritaire de réduire sa dette publique. Simultanément, elle « importe », si l'on peut dire, les gens les mieux formés des pays de la périphérie de la zone euro, ce qui affaiblit encore le potentiel productif espagnol, portugais, italien, et donc leur capacité à servir leur dette. C'est totalement aberrant.

Pas pour Berlin ! La faible croissance actuelle suffit à l'Allemagne. En revanche, c'est une catastrophe pour un pays comme la France, dont la population est en croissance et qui, dès lors, se condamne à un chômage de masse. Comment comprendre que la majeure partie du monde politique français se soit alignée sur la doctrine prêchée outre-Rhin ?

Prenons l'exemple de François Fillon. Le candidat des Républicains à l'élection présidentielle a totalement fait sien le discours de l'« ordo-libéralisme » allemand. Frustrée que la France n'ait pas, dans le passé, imité l'Allemagne ou le Royaume-Uni et dérèglement massivement le marché du travail, la droite française y voit la principale explication de la désindustrialisation de l'Hexagone et aux pertes de parts de marché françaises. Il s'agirait donc de rattraper le temps perdu. Mais cette analyse néglige deux éléments essentiels : d'une part, le fait que l'Allemagne disposait d'une gamme de produits à plus haute valeur ajoutée ; et d'autre part, que la Grande-Bretagne, de son côté, s'est aussi largement désindustrialisée. Au fond, François Fillon veut régler les problèmes

d'avant-hier avec les méthodes d'hier. Or, quels sont les problèmes de l'heure ? La transition écologique et énergétique, les nouveaux modes de production et de consommation, notamment ce qu'on appelle « l'économie du partage » et sa régulation, l'inversion de la fragmentation des chaînes de production, les filières courtes... Voilà de quoi il faudrait parler. Il y a un besoin énorme de moderniser nos systèmes économiques et sociaux. Mais cela implique de réévaluer le rôle de l'État. Pas de tout ramener à une question comptable, où la « solution » serait de se débarrasser de 500.000 fonctionnaires. Le simplisme du raisonnement économique des élites est sidérant ; et leur refus de tirer les leçons du passé, consternant. Ce qui devrait, par exemple, interpellé, c'est le faible impact qu'a eu la dégringolade des prix pétroliers, entre la mi-2014 et le début de 2016, sur la croissance européenne. Cela s'explique : on ne profite d'une baisse du coût du pétrole et des matières premières qu'à la condition de disposer d'une base industrielle importante. Or, celle-ci s'est racrapotée au cours des vingt dernières années dans de nombreux pays. De même, il faut cesser de croire que regagner de la « compétitivité salariale » va nécessairement booster les exportations si une grande partie de la base industrielle a disparu. Lenjeu, à moyen terme, est donc de réindustrialiser l'Europe, mais d'une manière différente du passé, avec beaucoup moins d'emplois manuels mais beaucoup d'emplois de services associés, et une grande efficacité

énergétique et écologique. Pourtant, cet objectif reste absent des radars des élites européennes.

Fondamentalement, le message de nos dirigeants est le suivant : si d'autres pays nous ont pris des parts de marché, nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter la modération salariale, la flexibilisation du marché du travail et la précarisation de l'emploi. Autrement dit de s'engager dans la course au moins-disant social, salarial, fiscal... dont, au final, aucun pays ne peut sortir vainqueur.

L'Europe a choisi la stratégie du bouchon qui flotte sur l'océan. Que nous disent en effet nos dirigeants ? Ceci : n'attendez pas que nous puissions fixer un cap au bateau de la collectivité. Nous sommes emportés par la vague du commerce mondial. Nous ne pouvons pas modifier les règles du jeu. Face aux initiatives prises par nos grands concurrents, nous pouvons seulement nous adapter pour rester à flot, être plus compétitif que le voisin pour capter une part de la demande mondiale. Voilà le seul projet de société qu'ils proposent. Qu'a-t-on dit aux travailleurs de Caterpillar ? On n'y peut rien, les multinationales ont le droit de mettre en concurrence leurs sites de production. Dès lors, chaque territoire est en concurrence avec les autres pour attirer des investisseurs étrangers tout-puissants. On navigue entre culpabilisation (ah, si vous aviez été moins gourmands encore en matière salariale !) et incitation (essayez d'être plus productifs, plus flexibles). Ce discours passe de plus en plus mal auprès des po-

pulations : les gens sentent confusément une désappropriation de leur travail, de leurs normes et de leur avenir. D'où la révolte contre les élites et le scepticisme croissant vis-à-vis de la mondialisation.

Vous ne vous attendez donc pas à des lendemains qui chantent...

Fondamentalement, la question est la suivante : jusqu'à quand va-t-on esquiver les questions qui fâchent ? Et d'abord celle-ci : que faut-il pour remettre l'économie européenne – et, en particulier, la zone euro, qui devrait être sa locomotive – en ordre de marche ? Les fédéralistes européens rêvent toujours d'un budget européen, d'une mutualisation des dettes publiques, d'une assurance chômage européenne... Certains assurent que ce sera inévitable, car indispensable au bon fonctionnement de l'euro et nécessaire pour que l'Europe puisse défendre ses intérêts vis-à-vis des nouveaux monstres que sont la Chine et la Russie, mais aussi vis-à-vis des États-Unis de Donald Trump. Mais on se heurte toujours – et pour longtemps encore, je le crains – au « nîet » de l'Allemagne et de ses satellites. Faute de pouvoir résoudre les problèmes structurels de la zone euro, l'Europe conservera une côte mal taillée, qui nous condamnera à être en dessous de notre potentiel productif. Le risque est de s'enfoncer dans une très longue période de stagnation, ponctuée de crises récurrentes dans les pays les plus faibles, ceux de la périphérie. C'est, à mes yeux, le scénario aujourd'hui le plus probable. ■

Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNIS

« On sous-estime le risque de la pollution de l'air »

ENVIRONNEMENT Des politiques insuffisantes

Cet hiver, on a reparlé des particules fines, en Flandre et en Wallonie avec le dépassement du nouveau seuil d'information de 50 microgrammes/m³ de particules fines. Mais c'est à Bruxelles que le débat est le plus vif sur les mesures à prendre pour limiter la pollution. Toutes les grandes villes européennes font face à cette urgence, note Catherine Bouland directrice de

la section « santé environnementale » de l'école de santé publique de l'ULB.

Les inquiétudes de la population à propos de la pollution n'ont jamais été aussi vives alors que la plupart des mesures des polluants dans notre pays diminuent. Paradoxe ?

Ces 50 dernières années, la qualité de l'air s'est sérieusement

améliorée. Combustibles de meilleure qualité, régression du charbon, progrès des chauffages et des processus industriels, normes plus strictes...

Mais...

Mais ce qu'on mesure dans les stations n'est probablement pas tout ce qui fait sens en matière d'effets sur la santé humaine et

sur la qualité de vie.

C'est-à-dire ?

Il faut continuer à mesurer ce qui s'est amélioré, pour ne pas revenir en arrière, mais il y a des tas d'autres choses qui sont venues s'ajouter dans l'air, qu'on ne mesure pas et qui pourraient être beaucoup plus nocives. Depuis quelques années, la connaissance s'est améliorée. On parle de plus en plus de pollution invisible, nanométrique. Si l'air est moins « nocif » en termes de concentrations aiguës, on est confronté à une pollution beaucoup plus insidieuse, plus malfaisante.

Plus grave que prévu ?

Ces dernières années, il semble que l'espérance de vie n'augmente plus. L'environnement commence à être un facteur limitant. L'exposition aux polluants mesurés et surveillés est sous-estimée par rapport à l'exposition réelle que nous vivons tous les jours. On ne se déplace pas à quatre mètres d'altitude, là où sont positionnées les stations de mesure, mais dans le trafic, derrière les pots d'échappement. En conditions réelles, on mesure quatre et six fois plus de polluants sur les axes les plus fréquentés par rapport aux voiries secondaires.

La connaissance des mécanismes d'action des polluants a progressé. Jusqu'ici, leur suivi ne permet pas d'étudier l'effet de

mélanges, comment ils interagissent entre eux. On sait par ailleurs que nous ne sommes pas égaux. Non seulement entre individus, hommes et femmes, jeunes et vieux mais aussi, pour un même individu, il y a des différences entre la période in utero et les premières années de sa vie. Ce sont des périodes où les poumons grandissent et sont plus fragiles. La croissance est plus lente chez les garçons que chez les filles. On commence par ailleurs à parler d'épigénétique, d'influence de l'environnement sur l'expression des gènes qui se transmettent d'une génération à l'autre.

Je suis particulièrement interpellée par des études toutes récentes qui mettent en évidence une perte de capacité de développement neurologique, de performance intellectuelle chez des tout petits enfants exposés in utero à des polluants atmosphériques ou dont la mère a été exposée de longue date. Plus que les crises d'asthme en cas de pic de pollution, c'est cela qui me fait le plus peur, ainsi que l'explosion des diabètes de type 1, non liés à la vieillesse.

Quelles sont les réactions des décideurs ?

Ce n'est pas leur priorité. Nous, scientifiques, nous obtenons plus d'attention auprès des citoyens qu'auprès des politiques. Nous ne sommes pas entendus au niveau européen. À Bruxelles

il y a beaucoup d'échanges, mais si le plan air-climat-énergie récemment adopté reprend beaucoup de mesures, il manque d'un calendrier ; peu de moyens sont prévus pour la mise en œuvre. C'est très insuffisant.

Qu'est-ce qui manque ?

De l'ambition par rapport à des choses qui sont prises comme acquises, comme le tout à la voiture. Par ailleurs, je ne suis pas certaine que les politiques estiment à sa juste valeur le besoin de coopération. Entre les différents niveaux de pouvoirs. Et entre les ministres aux compétences différentes. La qualité de l'air est confinée à un problème d'environnement et à un seul ministre. Alors, que cela concerne la santé, la mobilité, l'urbanisme, l'agriculture, l'économie, l'emploi, l'aménagement du territoire...

Ça peut durer encore pendant des années...

Je crois en la contagion des bonnes expériences. Je vois des citoyens qui se regroupent pour pousser les politiques à prendre leur courage à deux mains, leur montrer qu'ils ont des alliés. On voit qu'il est possible de faire autrement. Mais les mesures politiques sont indispensables. Qu'elles soient prises, mises en œuvre et contrôlées. Pas changées par des girouettes politiques. ■

Propos recueillis par
MICHEL DE MUELENAERE